



Extrait du Sundep-Solidaires Paris

<http://sundep-paris.org/spip.php?article655>

Alerte : Livret A en danger !

- Pour une autre société

- Finance - Économie

-

Date de mise en ligne : jeudi 22 août 2013

Description :

Le 19 juillet, le Gouvernement a annoncé la cession aux banques sans contrepartie de 30 milliard d'euros issus du Livret A, en lieu et place de leur centralisation par la Caisse des dépôts et Consignations (CDC). Or cette centralisation par la CDC, banque de l'État, garantit l'épargne et permet de faire des prêts pour réaliser les logements sociaux.

Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

Mal logés, locataires, salariés, épargnants€! ALERTE : Livret A en danger !

Le 19 juillet, le gouvernement a annoncé la cession aux banques sans contrepartie de 30 milliard d'euros issus du Livret A, en lieu et place de leur centralisation par la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Or cette centralisation par la CDC, banque de l'État, garantit l'épargne et permet de faire des prêts pour réaliser les logements sociaux.

Une rallonge supplémentaire de 20 milliards est déjà annoncée à la condition, ont-ils dit, que "les banques financent les PMI-PME". Or le financement des PMI-PME fait partie depuis toujours du métier des banques. Cette condition n'en est donc pas une et revient à satisfaire la revendication initiale des banquiers qui réclamaient 50 milliards d'euros.

Plutôt que de financer les besoins de l'économie réelle génératrice d'emplois, le Livret A viendrait donc au secours des banques impliquées jusqu'au cou dans la spéculation, activité dont on connaît l'issue désastreuse. Le risque est élevé car "l'évaporation" de dizaines de milliards peut survenir en un clin d'oeil, comme on l'a vu avec la Société générale, DEXIA et d'autres scandales financiers dans le monde. Le Livret A a survécu à toutes les crises financières depuis 150 ans et était jusqu'alors intégralement garanti, ce n'est plus le cas aujourd'hui : près de 30 % du livret A sera bientôt aux mains des banques, et elles détiennent déjà 100 % du LDD [\[1\]](#).

Par contre le doublement du plafond du Livret A après une hausse de 50 % n'est plus du tout à l'ordre du jour, ni la réhabilitation thermique de 1 million de logements, tandis que la réalisation de 150 000 logements sociaux en l'état des efforts publics ne paraît pas réalisable avant plusieurs années. Il s'agissait pourtant de trois promesses présidentielles, les deux dernières dépendant de la première.

Ce détournement massif de l'épargne populaire et réglementée prolonge la loi Lagarde qui en 2009 a permis aux banques de conserver 35 % de l'épargne populaire (Livret A + LDD) sans contrepartie. L'opposition était en 2008 contre cette réforme et affirmait qu'elle serait catastrophique pour le logement social.

Aujourd'hui l'épargne populaire représente 364 milliards d'euros, dont 265 proviennent du Livret A et 99 du LDD. 120 milliards d'euros sont détenus par les banques, bientôt 150 milliards, et à terme selon le projet gouvernemental 170 milliards d'euros, c'est à dire près de la moitié des dépôts ; Cela représente 2 fois le déficit budgétaire et 50% du budget de l'État en 2013.

Les 4 plus grandes banques françaises détiennent en actifs l'équivalent de 3 fois le PIB de la France , soit 6240 milliards d'euros. Est il bien nécessaire de leur faire un tel cadeau, connaissant l'usage qu'elles en feront ? En effet, cette annonce vient quelques jours après l'adoption de la loi de réforme bancaire qui a vu l'abandon d'une autre promesse "présidentielle", la séparation effective des banques d'affaires et des banques de détail.

Dès lors, les patrons des banques françaises, pour poursuivre les activités sur les marchés financiers à risques, exigent des liquidités plus conséquentes (normes de Bâle 3). Avec l'appui du très libéral gouverneur de la Banque de France et la complicité de l'agence Standard and Poor's menaçant de réduire la note des banques, le gouvernement a cédé. Ils n'ont que faire de la production de logements sociaux ou du financement de l'intérêt général.

Alerte : Livret A en danger !

Nous attendons la réaction de la commission de surveillance de la CDC, garante de la protection de l'épargne populaire, qui n'a fait aucune déclaration à ce jour, comme beaucoup d'autres institutions.

Les mal logés, les locataires HLM, les bailleurs sociaux, les associations du logement et de l'hébergement ont donc tout lieu aujourd'hui de s'alarmer de ce détournement historique de l'épargne populaire, car il fragilise l'outil et menace en conséquence le financement vertueux du logement social (les locataires remboursent les prêts issus du Livret A grâce aux loyers règlementés à€)

Les épargnants aussi, et ils sont 60 millions, d'autant que la baisse du taux d'intérêt du Livret A vient tout à fait opportunément baisser le coût pour les banques de ce "giga fric frac de l'été", et que l'impact sur la construction de HLM, dont le niveau de production l'an dernier a été le plus bas depuis 10 ans, sera marginal.

C'est pourquoi nous demandons :

- **Le rapatriement intégral de l'épargne populaire vers la CDC, afin de financer les logements sociaux, les réhabilitations thermiques promises, et l'investissement dans des activités économiques créatrices d'emploi ;**
- **Le renforcement de la protection de l'épargne populaire et règlementée, pour éviter que ce type de décision prise dans les secrets des cabinets, non démocratique, irrespectueux de la population, dangereuse pour le logement social, et l'économie en général ne puisse se reproduire à€**

Nous appelons à la mise en place d'une campagne de défense du Livret A, et d'initiatives à la rentrée.

Premiers signataires :

ATTAC, Bagagérue, CAL, CGT conf, CNAFAL, CNL, COPERNIC, CSF, DAL, Union Syndicale Solidaires, à€

PLATE FORME LOGEMENT DES MOUVEMENTS SOCIAUX : <http://contrelelogementcher.org/> :

Logement : CSF, DAL, CNL, ACDL, CGL , AFVS, Bagagérue, CAHL 94, CAL, Copaf

Syndicats : CGT, FSU, Sud Santé Sociaux, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, Union Syndicale Solidaires, Union Syndicale Psychiatrique,

Solidarité : AITEC, ATTAC, AC !, Advocacy, CNAFAL, Fondation Copernic, MRAP à€

31 juillet 2013

[1] Livret de développement durable